

POUR UNE ÉCOLE LAÏQUE ET OUVERTE UNE QUESTION DE DROIT DÉMOCRATIQUE DANS UN QUÉBEC MODERNE

Mémoire de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA)

présenté à

la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec

Consultation générale sur la place de la religion à l'école

20 octobre 1999

1. Introduction

Nous remercions d'abord les membres de cette commission de nous permettre d'apporter notre point de vue sur la place de la religion à l'école.

D'entrée de jeu, indiquons que l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) est membre de la Coalition pour la déconfessionnalisation du système scolaire, et que ses instances jugent essentiel de participer à ce débat public afin de promouvoir des conditions démocratiques d'exercice du droit à l'éducation.

L'ICÉA est une organisation non gouvernementale existant depuis 1946 et représentant près d'une centaine d'organismes provenant des institutions d'enseignement, des organisations syndicales, populaires et communautaires, ainsi que des individus engagés dans le domaine de l'éducation permanente. Ajoutons que l'ICÉA est aussi un membre actif de la Commission canadienne de l'UNESCO et du Conseil international d'éducation des adultes.

Comme d'autres organisations de la société québécoise, la naissance de l'ICÉA et ses premières années de développement - des années 40 aux années 60 - ont été marquées de manière importante par des organisations syndicales catholiques et par le mouvement d'action catholique. Au fil des ans, depuis la Révolution tranquille, cette influence s'est transformée pour s'inscrire dans un creuset plus large et laïque, lieu de rassemblement de forces sociales autour des objectifs d'accessibilité et de démocratisation de l'éducation permanente pour les adultes. Bref, l'histoire de notre organisation a été traversée par des transformations et par des défis qui ressemblent, pour une part, à ceux touchant aujourd'hui la poursuite du mouvement de déconfessionnalisation du système scolaire québécois.

En somme, cette prise en compte de notre contexte culturel passé et, surtout, la nécessité de poursuivre la démocratisation et la modernisation de notre système éducatif sont les fils conducteurs de notre mémoire.

2. Notre lecture du contexte historique et social

De manière sommaire, nous pouvons dégager trois étapes majeures dans l'histoire des rapports entre l'école et la religion au Québec.

La première étape, s'étendant en gros entre 1867 et la première moitié des années 1960, repose sur l'arrangement institué au 19^e siècle dans le cadre de l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* : arrangement consistant à obliger les législatures provinciales à reconnaître les droits des «sujets catholiques romains» et des «sujets protestants» à des écoles confessionnelles. Rappelons qu'au cours de cette période presque centenaire, les écoles du Québec ont été

des lieux dirigés principalement par l'Église catholique et par les confessions protestantes.

La deuxième étape renvoie à la période du milieu des années 60 à 1996, à partir de la Révolution tranquille et de son document-phare en éducation le *Rapport Parent*. Ce rapport a contribué fortement à faire reconnaître le droit à l'éducation pour tous les citoyens et à ouvrir l'ensemble de la société québécoise à une perspective démocratique et moderne du système scolaire. Cependant, en dépit de l'inscription directe de l'éducation dans la sphère publique, avec la reconnaissance de la primauté du rôle de l'État, ce qui a conduit à la création du ministère de l'Éducation en 1964, la grande majorité des écoles ont conservé en pratique leur statut confessionnel au cours de cette période. Selon plusieurs observateurs, cette situation marque encore notre présent et correspond à un compromis historique dans le cadre d'un «pacte social implicite» entre l'Église catholique et l'État québécois.

La troisième étape, dans laquelle nous sommes entrés depuis peu, s'est ouverte en 1996 avec la recommandation de la Commission des États généraux sur l'éducation de «poursuivre la déconfessionnalisation du système scolaire». Dans cette foulée, nous avons vu se dessiner au Québec un mouvement ayant conduit en décembre 1997 à la modification même de l'article 93 de la *Loi constitutionnelle de 1867* et au remplacement des commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques. Puis, il y a eu la production du Rapport Proulx, *Laïcité et religions, perspective nouvelle pour l'école québécoise* qui nous sert aujourd'hui d'outil de référence dans le cadre de cette consultation.

3. Notre position: pour une école laïque et ouverte

Nous dégageons de ce survol historique, examiné en relation avec l'évolution de la société québécoise, que la situation actuelle en matière de liens école-religion est dépassée. Il apparaît donc nécessaire de poursuivre le mouvement actuel de démocratisation de notre système scolaire, ce qui exigera une position courageuse face à l'avenir et respectueuse de notre passé de la part du gouvernement du Québec.

À notre avis, les recommandations du *Rapport Proulx* répondent bien, pour l'essentiel, à cette double exigence en mettant de l'avant un système scolaire public laïque fondé sur la liberté de conscience et de religion, sur la primauté des droits à l'égalité de tous les citoyens, et sur le respect et l'apprentissage des différences grâce notamment à un enseignement non-confessionnel des religions.

Plus précisément, avec les auteurs du *Rapport Proulx*, nous croyons que le statu quo actuel est tout à fait indéfendable au plan des faits et du droit.

En effet, le statu quo entraîne des situations de discrimination pour un grand nombre de personnes eu égard aux chartes des droits que nous nous sommes donnés au Québec et au Canada au cours du dernier quart de siècle. Continuer dans la voie des écoles confessionnelles catholiques et protestantes, c'est contrevenir au principe fondamental de la liberté de conscience et de religion inscrit à l'article 3 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, et c'est aller à l'encontre des nouvelles réalités du Québec d'aujourd'hui devenu une société diversifiée aux plans culturel et religieux. Encore plus, pourrions-nous avancer, c'est tenter de faire rentrer des personnes dans une camisole de force en niant leurs identités propres et leurs convictions intimes.

En plus de contrevenir à des principes reconnus dans la plupart des sociétés démocratiques et développées, le statu quo actuel est contraire à certaines dispositions du droit international des droits de la personne adoptées dans le cadre des Nations Unies en 1966, acceptées par les gouvernements canadien et québécois, et entrées en vigueur dans notre pays en 1976. Nous pensons ici en particulier à l'article 18 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* et à l'article 13 du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*.

Ainsi, on retrouve à l'intérieur de ce dernier article les éléments suivants:

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des nations Unies pour le maintien de la paix.

(...)

3. Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'État en matière d'éducation, et de faire assurer l'éducation religieuse et morale conformément à leurs propres convictions.

Pour inscrire véritablement le Québec dans le cadre de ces engagements internationaux, nous devons dépasser le statu quo présent. En ce sens, l'Institut canadien d'éducation des adultes est convaincu que la meilleure solution consiste à achever le processus de séparation entre l'État et les confessions religieuses, et à activer le développement d'une école à la fois ouverte sur le

respect des différences religieuses et engagée à promouvoir une culture axée sur les droits de la personne et la démocratie. C'est le sens des principales recommandations du Rapport Proulx, recommandations qui contribuent à faire progresser le Québec dans la voie de la modernité.